

Mise en place d'un outil d'évaluation de bonne gestion locale

La leçon italienne

La Conférence nationale des territoires a été l'occasion pour le nouvel exécutif de fixer le cap pour une réforme en profondeur de la gestion publique locale. Elle a en effet plaidé pour une contribution à l'effort pour le redressement des comptes publics de 13 milliards d'euros (annonce présidentielle), dont vraisemblablement 3,5 milliards d'euros d'économies dès 2018 (une contribution de 0,15% du PIB selon Gérard Darmanin). Or, contre toute attente, la baisse des dotations aux collectivités territoriales n'est pas la méthode aujourd'hui prioritairement envisagée. Il faut dire que la DGF elle-même devenait difficilement « ponctionnable » pour nombre de collectivités avec le phénomène dit de « DGF négative ». Cela veut dire qu'une plage inédite de confiance est initiée pour le gouvernement afin que les collectivités freinent d'elles-mêmes leurs dépenses. L'outil pour y parvenir ? Une contractualisation par objectifs frappant prioritairement les dépenses de fonctionnement avec notamment pour résultat de parvenir d'ici 2022 à la suppression de 70.000 postes dans la fonction publique territoriale contre plus de flexibilité dans sa gestion (dont la fin de l'unicité de la fonction publique à trois versants en matière de pilotage de la masse salariale) mais aussi une recentralisation probable du RSA, et un audit du stock des normes.

Pour parvenir à une « économie » de 13 milliards d'euros, il faudra non seulement une baisse des dépenses, mais également une stabilité des prélèvements obligatoires afin de ne pas compter uniquement sur un effet solde¹ positif dans les comptes publics. Le processus et la forme de contractualisation envisagée dans le cadre d'un « Pacte financier » ne sont pas encore arrêtés et devraient aboutir à la création d'un groupe de travail qui devrait rendre ses conclusions dès septembre (afin que le dispositif soit intégré avec sa trajectoire au sein de la LPFP 2017-2022 et décliné dans le PLF 2018). Nous livrons au débat le cas de l'Italie qui a fait du chiffrage du coût de ses services publics locaux, la pierre angulaire de l'efficience de la gestion territoriale et de sa participation au redressement des comptes publics. Elle a pour cela développé un effort considérable en matière de déploiement d'une comptabilité analytique adaptée pour ses collectivités territoriales.

Le modèle italien des « *fabbisogni standard* » :

La mise en place en Italie du calcul des « besoins de financement standards » vise à écarter progressivement (voir *infra*), les règles basées sur des situations passées (historiques), pour se concentrer sur la gestion présente et une actualisation au fil de l'eau. Il s'agit en effet de :

¹ Il est en effet indifférent en comptabilité publique de faire baisser les dépenses ou d'augmenter les impôts, puisque dans les deux cas, le solde devient excédentaire et contribue « positivement » à améliorer le solde public. Pour que la dépense baisse, ou que tendanciellement celle-ci soit stabilisée, il faut que les recettes elles aussi le soient. Enfin l'action se portera uniquement sur les dépenses de fonctionnement puisque les dépenses d'investissements seraient partiellement « tunnelisées », via le grand emprunt dont 10 des 50 milliards seraient accordées aux collectivités.

- Se focaliser sur le niveau de dépenses dans une perspective macroéconomique, plutôt que sur le solde et sur la dette (ce qui correspond bien par ailleurs à l'approche française puisque le déficit est extrêmement faible (et ne provient que des budgets annexes et des ODAL) et qu'une règle d'or s'applique en matière d'endettement).
- Récompenser les « bons gestionnaires » par rapport aux « mauvais », dans la mesure où la mise en place d'une contribution proportionnelle au niveau de recettes réelles de fonctionnement, ne fait pas de distinction sur la qualité de la gestion, les « mauvais » pouvant paradoxalement mieux ajuster que les « bons ».
- La mise en place des « besoins de financement standards » doit permettre de tenir compte de la spécificité des territoires (en termes de localisation géographique, de population, de structure économique, de marché de l'emploi etc.).
- Enfin les « besoins de financement standards » se concentrent sur les dépenses dont la collectivité dispose réellement de la maîtrise (ce qui doit par exemple conduire à ne pas tenir compte des dispositifs sociaux dont elles n'ont pas la maîtrise²).

La mise en place des « besoins de financement standard » a été initiée en 2009, afin de mesurer extrêmement précisément le coût de fourniture d'un service public local dans chaque collectivité. 6.700 communes ont été prises en comptes sur 8.071 afin d'écarter les communes « à statut particulier ».

- Dans sa première mouture à compter du décret-loi du 26 novembre 2010³, 12 services publics fondamentaux sont identifiés⁴, associés à 13 facteurs de coûts déterminés⁵ par 122 critères (prix au m² des bureaux, nombres de bénéficiaires d'une allocation etc.)⁶.
- La loi prévoit une révision du calcul des « besoins de financement standards » au plus tard la troisième année suivant leur précédente adoption (art.7 du décret-loi de 2010), au travers d'une note méthodologique qui est visée par la commission technique pour « les besoins de financement standards⁷ » à compter de 2016⁸. A une période 2011-2013 a suivi une première révision méthodologique pour la période 2014-2016⁹, l'actualisation devant désormais intervenir pour 2017.
- L'actualisation proposée par la note du 13 septembre 2016 (SOSE) propose une simplification notamment dans le nombre des critères à prendre en compte pour déterminer les facteurs de coûts nécessaires à l'évaluation des 12 services publics fondamentaux.

² Mais à y inclure par exemple dans le cas français l'action sociale (qui demeure une activité discrétionnaire).

³ <http://www.normattiva.it/uri-res/N2Ls?urn:nir:stato:decreto.legislativo:2010;216>

⁴ Déchets, dépenses sociales, services généraux, éducation, police fiscale, Voierie, Territoire, Services techniques, petite enfance, transports publics, services fiscaux, Etat civil.

⁵ Population, services offerts, morphologie du territoire, économie locale, prix des intrants, facteurs de coûts exogènes, Immeubles, choix d'organisation, difficultés sociales, circulation et réseau routier, démographie, tourisme et investissements.

⁶ Le nombre de variables pertinentes a très vite été beaucoup plus faible : on est ainsi passé de 122 critères en 2010 à 186 critères avec la méthodologie de 2013, puis 92 avec la méthodologie de 2016.

⁷ Pour les dernières mises à jour, voir, <http://documenti.camera.it/leg17/dossier/Testi/BI0403.htm>, et la publication des deux notes de la société SOSE, *Revisione a regime dei fabbisogni standard dei comuni a metodologie invariante*, 21/03/2016, et plus récemment, *Revisione della metodologia dei fabbisogni standard dei comuni*, 13 settembre 2016, http://www.mef.gov.it/ministero/commissioni/ctfs/documenti/Nota_revisione_metodologia_FS2017_SOSE_13_settembre_2016.pdf

⁸ Article 1 de la loi de stabilité de 2016 (2015) n. 208/2015 paragraphes 31 et 32.

⁹ Réalisée par la Fondation ANCI (IFEL, ministère des finances).

- Enfin l'usage des « besoins de financement standards » a été articulé au dispositif de fonds de péréquation communal (fonds de solidarité communale FSC) à compter de 2015¹⁰. Le but étant la montée en puissance de la part attribuée sur la base du rapport entre les « besoins de financement standards » et la capacité fiscale des communes. La montée en puissance de cette part devrait être la suivante : 20% en 2015, 30% en 2016, 40% en 2017 et 55% en 2018.

Evolution des standards d'évaluation vers une plus grande simplicité

Le décret-loi 208/2015 relatif à la stabilité, prévoit que les « besoins de financement standards » soient actualisés et recalculés en ce qui concerne les services publics fondamentaux suivants : gestion et contrôle de l'administration générale, police locale, éducation publique, domaine du transport et de la voirie, gestion du territoire et de l'environnement, secteur social.

- Entre 2011 et 2013, une première méthode a été développée utilisant comme base de travail, les données annuelles relatives aux années 2009 et 2010 à partir des sources officielles existantes (ISTAT (INSEE italien ndlr), comptes certifiés, et par des questionnaires (450.000) spécialement conçus par SOSE et IFEL, conjointement aux dépenses historiques.

- A partir de 2015 deux méthodes sont utilisées conjointement (loi du 28 décembre 2015 n°208) :

- Une première méthode permet la mise à jour de la base de données et des coefficients de répartition des *fabbisogni standard*, à méthode inchangée après un processus d'approbation sans intervention du Parlement.

- Une seconde procédure assujettie à une procédure d'approbation parlementaire, de révision de la méthode d'estimation des *fabbisogni standard*.

La mise à jour de la méthodologie et des bases de données suivant ces deux procédures devrait s'appliquer aux communes à compter de 2017. La nouvelle méthodologie 2016 a suivi trois objectifs résultant du CTFS (comité technique des « besoins de financement standard ») :

- Simplification des modèles existants : il s'agissait de réduire le nombre de variables utilisées pour déterminer les « besoins de financement standard », sans affecter la robustesse des modèles et leur capacité à représenter correctement le comportement des dépenses municipales.

- Elargir le champ des services publics analysés par le modèle de fonction de coût, de manière à donner une plus grande importance aux services rendus dans la quantification des « besoins de financement standards ».

- Enfin il a été introduit de nouvelles méthodes d'évaluation qui à titre expérimentales devraient donner des indications sur le niveau d'efficacité dans la production des services publics et aider à identifier les groupes homogènes, ce qui devrait en simplifier le *parangonnage*.

Des solutions techniques ont été trouvées afin de simplifier la détermination de certains « besoins de financement standards ». Il a été ainsi procédé à l'incorporation des services délivrés dans le cadre des fonctions générales ; on a ainsi regroupé les services techniques, les services de l'Etat civil, les services fiscaux et de l'administration générale, dont les « besoins de financement standards » sont estimés en fonction des seules dépenses. De même ont été regroupés la fonction voirie et administration du territoire afin que l'on puisse estimer leurs « besoins de financement standards » avec un seul modèle de fonction des dépenses.

Par contre, les fonctions de transports et « sociaux » demeurent dépendant d'un modèle hybride entre fonction de dépenses et fonction de coût, appelée « fonction de dépenses en augmentation ».

¹⁰ Voir la note d'approbation du Parlement en date du 15 mars 2017, <http://documenti.camera.it/leg17/dossier/Testi/BI0403.htm>

Enfin, pour les services publics dont les « besoins de financement standards » sont estimés par une fonction de coût, il a été procédé à un regroupement par groupes homogènes par fonction de coût afin d'estimer les écarts de coût par rapport à une variable fictive (variable *dummy*, régressions), ainsi que des estimations de la robustesse des modèles utilisés par la méthode dite « des moindres carrés » (OLS).

Présentation des 12 services publics fondamentaux identifiés (décret-loi du 26 novembre 2010)¹¹

Modèle de fonction de dépenses	Modèle de fonction de coût	Modèle de fonction de dépenses augmentée
Fonctions générales, d'administration, de gestion et de contrôle	Fonction d'instruction publique	Fonction de transport public local
Fonction de police locale	Service d'élimination des déchets	Fonctions du secteur social (hors petite enfance)
Fonctions voirie et territoire	Services de la petite enfance	

Présentation des services publics fondamentaux dont les besoins de financement standards sont recalculés pour 2016 (loi n.208/2015), voir encadré *supra*

Modèle de fonction de dépenses	Modèle de fonction de coût	Modèle de fonction de dépenses augmentée
<i>Fonctions générales, d'administration, de gestion et de contrôle</i>	<i>Fonction d'instruction publique</i>	<i>Fonction de transport public local</i>
<i>Fonction de police locale</i>	Service d'élimination des déchets	<i>Fonctions du secteur social (hors petite enfance)</i>
<i>Fonctions voirie et gestion du territoire (et de l'environnement)</i>	Services de la petite enfance	

Note : En italique les services publics fondamentaux touchés par la nouvelle règle de calcul des « besoins de financement standards » (*fabbisogni standard*)

Le modèle d'évaluation des « besoins de financement/dépenses standards » italiens :

Le calcul des « besoins de financement standards », repose sur l'idée que le besoin de financement d'une collectivité territoriale est l'expression du niveau des services offerts, des caractéristiques (morphologiques) du territoire et des aspects sociaux, économiques et démographiques de la population résidente.

En 2015 chaque « besoin de financement standard » était déterminé par 13 facteurs de coûts dont la pondération était globalement la suivante :

Facteurs déterminants de chaque « besoin de financement standard »	Impact global (%) : poids de chaque facteur au niveau global des communes	Fonctions fondamentales	% des dépenses historiques (% du total des besoins de financement)	Montant des fonctions fondamentales, base (2010) Mds €
Population résidente	20,09	Déchets	21,02	7,1468

¹¹ Pour une présentation plus synthétique, certains services publics ont été regroupés dans le tableau présenté. Leur énumération exhaustive est la suivante : élimination des déchets, dépenses sociales, services généraux, éducation, police locale, voirie, aménagement du territoire/environnement, services techniques, petite enfance, transports publics, services fiscaux et Etat civil. Les fonctions générales d'administration, de gestion et de contrôle, rassemblent : les services généraux, les services techniques, les services fiscaux et l'Etat civil.

Services offerts	13,74	Sociales	16,36	5,5624
Morphologie du territoire	8,66	Services généraux	16,33	5,5522
Economie locale	8,06	Instruction publique	13,5	4,59
Prix des intrants	7,95	Police locale	7,61	2,5874
Facteurs exogènes de charges	7,58	Voierie	5,66	1,9244
Immobilier	6,87	Gestion territoriale	4,6	1,564
Choix organisationnel	5,83	Services techniques	3,95	1,343
Difficultés sociales	5,34	Petite enfance	3,57	1,2138
Véhicules, circulation et routes	5,17	Transports publics	3,56	1,2104
Démographie	4,94	Etat civil	1,92	0,6528
Tourisme	4,84	Services fiscaux	1,92	0,6528
Investissements	0,94	Total (% et Mds €)	100	34

En réalité l'approche italienne des « besoins de financement standard » repose uniquement sur un modèle de type RCA (*regression Cost Base Approach*), et ne reprend pas des analyses de type dépenses par habitant uniforme, ou dépenses par habitant de type RES (*Representative Expenditure System*)¹² (tenant compte également de caractéristiques locales précises et de leur pondération) qui ne se révèlent performantes que pour des entités en faible nombre et disposant de caractéristiques économiques et sociales homogènes¹³. La méthode RCA vise faire en sorte que les besoins de dépenses standards (fonction de dépenses), soient évalués comme la valeur attendue pour une fonction de coût minimum, estimée à l'aide de techniques économétriques. Le modèle RCA permet donc de mettre en relation une fonction de demande de services publics exprimés par les citoyens et une fonction d'offre de services publics assurée par chaque collectivité territoriale. Pour parvenir à cette égalité, il faut mobiliser trois groupes de variables :

- 1- La quantité optimale de services offerte
- 2- Les prix des intrants utilisés dans le processus de production (en premier lieu les coûts de main d'œuvre)
- 3- Les variables de contextes liées à l'offre (c'est-à-dire les facteurs externes qui toutes choses égales par ailleurs) qui peuvent favoriser ou inhiber la production de biens publics locaux (surface du territoire, caractéristiques géographiques etc.).

La manière dont le poids de chacune de ces variables impacte la détermination des besoins de dépenses/financement standard (*fabbisogni standards*), est déterminée de façon précise par l'usage de diverses techniques de régression statistiques.

Globalement, le schéma théorique est le suivant :

¹² Voir par exemple pour une application de cette méthode, Y. Yilmaz, S. Hoo, M. Nagowski, K. Rueben, R. Tannenwald, *Measuring Fiscal Disparities Across the U.S. States: A Representative Revenue System/ Representative Expenditure System Approach*, Fiscal Year 2002, Fédéral Reserve Bank of Boston, 2011, https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1957339

¹³ Consulter, *Explanatory Document, annexed to the methodological documents*, SOSE, Rome, 28 juin 2012, <https://www.sose.it/documents/10184/1811638/Scarica+la+Nota+illustrativa+Fabbisogni+Standard+in+inglese.pdf/f1b2e0a0-f256-4f92-a625-ac73ce9d1fbf>

Modèle de performance :

$$Performance = \Delta g - m * \Delta y \text{ (où } m = 3/2\text{)}$$

	Actuel (historique)	Standard (théorique)	Différence
Dépenses	y	\hat{y}	Δy
Niveau de service	g	\hat{g}	Δg

Où :

g représente le niveau de service demandé
 y représente le niveau de dépenses offert

La méthode RCA se décompose ensuite en :

- Une fonction de demande : $g_e = d(Q, R, y)$ (1)

Où g_e est la demande unitaire de services locaux

Q la demande de services locaux (qui prend en compte les aspects démographiques et socio-économiques de la demande)

R le revenu moyen

y le coût unitaire des services publics locaux

- Une fonction d'offre : $y = s(g_s, g_e, p, A)$ (2)

Où g_s est le niveau des facteurs de charges exogènes

p représente le prix des intrants

A représente les variables de contexte de l'offre (productivité des facteurs) qui n'affectent pas les préférences concernant le niveau de services publics.

Le niveau optimal de services publics locaux et leurs coûts unitaires sont déterminés simultanément au travers d'un modèle structurel qui inclut les deux équations (1) et (2). La fonction de dépense utilisée pour déterminer les « besoins de dépenses standards » ; en remplaçant (1) dans (2), on aboutit alors à la fonction de dépense suivante :

$$y = f(Q, R, p, A, g_s) \quad (3)$$

Il est alors possible de calculer pour chaque collectivité locale (i) un indicateur des besoins de dépenses standards. Il s'agit en effet de comparer :

L'équation de demande des dépenses courantes s'énonce ainsi :

$$y_i = \alpha + \beta'X_i + \gamma'W_i + \delta'Z_i + \varepsilon_i \quad (4)$$

Où :

X_i représente les variables utilisées pour l'estimation de la phase de calcul des besoins de dépenses standards (variables de contexte relatives à la demande, relatives à l'offre, relatives aux facteurs exogènes de charges) ;

W_i variables objectives qui peuvent être remplacées afin d'éviter les distorsions (cibles)

Z_i variables de « neutralisation » dans le calcul des besoins de dépenses standards (par exemple la forme de l'organisation considérée (gestion directe, délégation de service public)

ε_i variable stochastique

Détermination du besoin de dépenses/financements standard :

Cette équation (4) est ensuite comparée au besoin de dépenses standard théorique (*fabbisogni standard* notés FST pour la collectivité (i)) :

$$FST_i = \hat{\alpha} + \hat{\beta}'X_i + \hat{\gamma}'W^* + \hat{\delta}'Z^* \quad (5)$$

On obtient ainsi la différence entre le besoin de dépenses standard théorique et la dépense courante considérée :

$$\Delta_i = y_i - FS_i = \hat{\gamma}(W_i - W^*) + \hat{\delta}(Z_i - Z^*) + \hat{\varepsilon}_i \quad (6)$$

La détermination du besoin de dépenses standard pour l'ensemble considéré s'effectue selon la relation suivante :

$$FST_CR_i = \frac{N_i \cdot FST_i}{\sum_i N_i \cdot FST_i} \quad \text{où N : nombre d'unités de l'ensemble « client »}$$

considéré (à savoir les destinataire de la fonction étudiée).

En réalité l'utilisation de la méthode RCA de façon pure est dépendante du type de fonction étudiée, suivant qu'il s'agit d'une fonction de coût (*cost function*) ou d'une fonction de dépense (*expenditure function*). Des ajustements méthodologiques peuvent être nécessaires.

Table 4.3 - Summary of general assessment models for standard expenditure needs

		Fundamental functions for which services are exogenous to the decision-making autonomy of each Local Authority	
		Yes	No
Functions with measurable final services	Yes	Pure RCA (product between levels of services and unitary production cost; macro-financed control through fixed level of services)	Expenditure function RCA (allocation of a fund determined exogenously in relation to macro-financial compatibility)
	No	Expenditure function RCA (allocation of a fund determined exogenously in relation to macro-financial compatibility)	

Il peut enfin être utilisé une autre mesure par l'usage de cibles de besoins de dépenses standards (FSO, *Target Standard Expenditure Needs*) ; lorsque les pouvoirs publics veulent assigner des objectifs précis qui peuvent s'écarter des valeurs théoriques, en fonction des priorités du gouvernement central.

Ces procédés peuvent aboutir à des opérations de « neutralisation » de la valeur de certaines variables, et la substitution de valeurs administrées à des valeurs considérées comme optimales théoriquement. Le tableau matrice ci-dessus permet de vérifier que dans le cas où le modèle utilisé est basé sur une fonction de coût (espace où le fonctionnement des services ne dépendent pas de la décision locale, et où les produits des politiques publiques sont mesurables), carré Yes/Yes, l'usage de valeurs cibles (généralement égales à une moyenne nationale ou régionale), va conduire à substituer des coûts de production effectifs (g_e) par rapport à ceux qui auraient pu apparaître comme optimaux (\hat{g}_e).

Croisement avec le modèle d'estimation des niveaux de services standards :

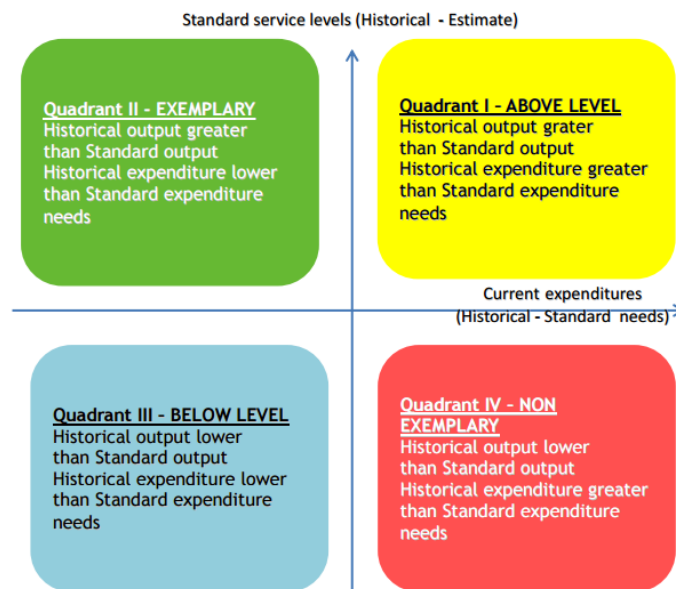
Le niveau de dépenses réel par rapport au niveau théorique (FST) ou fléché (FSO), n'est pas suffisant pour s'assurer d'une pleine comparabilité des dépenses locales entre elles. Il faut

également y ajouter l'estimation de la qualité du service rendu par rapport à un niveau là aussi théorique.

Il s'agit en pratique de remplacer cette fois l'équation (2) dans l'équation (1) :

$$g_e = h(Q, A, R, p, g_s) \quad (7)$$

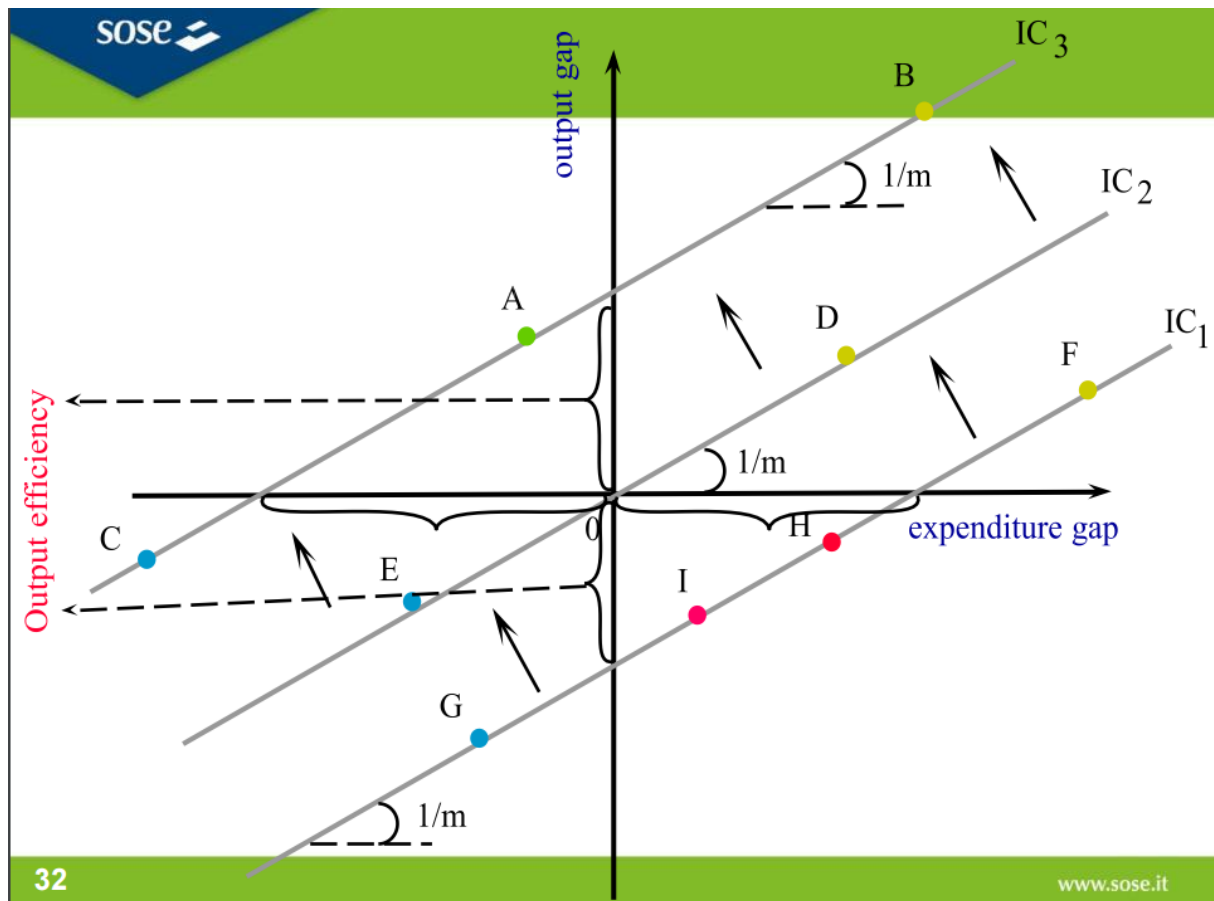
Dans ce cas, les services produits deviennent les variables dépendantes de divers modèles économétriques (un modèle pour chaque mesure de produit), tandis qu'une pluralité de variables exogènes permet d'offrir une meilleure description de la demande de services publics locaux. Un vecteur peut alors être utilisé comme mesure de chaque niveau de service standard pour chaque autorité locale. Les écarts entre les dépenses historiques et les dépenses théoriques de même que celles entre les niveaux de service effectivement produits et les niveaux théoriques à atteindre peuvent déboucher sur les représentations suivantes :



En pratique, le quadrant II apparaît comme optimum dans chacune des deux dimensions, coûts de production et satisfaction de la demande, en étant à chaque fois au-dessus de l'objectif théorique mesuré (ou/assigné).

Si l'on dérive ces fonctions, il est possible d'aboutir à une mesure effective des écarts (écart de production et écart de dépenses). SOSE a réalisé récemment¹⁴ une représentation graphique de cette approche :

¹⁴ Voir en particulier, Francesco Porcelli, *Municipal Standard Expenditure needs the Italian model*, Rome, 26 mai 2016, 43 p. http://twinningproject.muhasabat.gov.tr/icerik/uploads/sites/2/2016/04/2016-05-26-14-2_Fabbisogni-Standard.pdf



Conclusion :

Dans le cas de la France, qui n'envisage pas d'utiliser dans avenir proche comme en Italie les besoins de dépenses/financement standards dans une optique de péréquation horizontale¹⁵ (pour une raison simple puisque la fiscalité locale est peu décentralisée), ce sont précisément ces écarts s'agissant du coût et de la qualité du service des fonctions fondamentales locales isolées qui devraient faire l'objet d'une contractualisation, les trajectoires faisant l'objet de l'application en dépenses de la méthode FST, même si sur une base annuelle des objectifs annuels (selon la méthode FSO) substitutifs pourraient permettre de tenir compte des écarts à combler entre la position de départ de l'entité locale et la cible à atteindre, permettant de séquencer et de cadencer les efforts (sur les plans quantitatifs et qualitatifs).

Si la France décide de s'engager sur une voie plus fruste mais plus rapide, sans toucher à la DGF comme les annonces gouvernementales le laissent entendre, il s'agirait alors de mettre en place un mécanisme permettant de ponctionner en année n+1 une enveloppe de dotations à concurrence des progrès non-réalisés sur la trajectoire contractualisée (les crédits étant ensuite annulés). La part variable susceptible d'être annulée par l'Etat pourrait ainsi montant en

¹⁵ Pour l'Italie on se reportera à l'étude de fonds sur le mécanisme globale de péréquation, les recettes fiscales étant placées en face des dépenses locales, Emilia Marchionni, Carrado Pollastri e Alberto Zanardi, *Fabbisogni standard e capacità fiscali nel sistema perequativo dei Comuni*, note de travail, UBP, janvier 2017, avec une composante historique réduite à zéro à compter de 2021, p.8. http://www.rivistacorteconti.it/export/sites/rivistaweb/RepositoryPdf/2017/fascicolo_15_2017/17_UPB_fabbisogni.pdf

puissance pour atteindre 50% de la DGF à compter de 2022. Il faudrait pour cela parvenir à une « territorialisation » de l'ODEDEL au moins pour les plus grandes collectivités, étant donné qu'il semble difficile d'aboutir à un dispositif de suivi exhaustif dès 2018 pour les 36.000 communes. Il n'aura fallu pourtant que 5 ans à l'Italie pour y parvenir.